

Productivité et brassage social

ENTRE 1954 et 1968, le produit national brut (P.N.B.)⁽¹⁾ par personne, augmentait, mesuré en francs constants de 72,5 %⁽²⁾ soit un taux annuel moyen de progression de 3,9 %. Or, pendant cette période de quatorze années, la population totale croissait de 16 % soit en moyenne 1,1 % par an, alors que la population active, celle qui crée la richesse, s'élevait modestement de 6,7 % soit 0,45 % annuellement. Ainsi la proportion des actifs parmi la population totale a-t-elle diminué (44,8 % en 1954 et 41,08 en 1968) alors que la production et les revenus augmentaient très sensiblement plus vite que population et travailleurs. Cet apparent paradoxe n'est explicable que si la productivité moyenne de l'heure de travail des actifs et celle de l'économie, qu'on appelle productivité globale, s'améliorent.

Ces gains de productivité peuvent provenir de quatre causes principales : le progrès scientifique et technologique, l'investissement qui, en permettant d'appliquer ces progrès, accroît l'efficacité de l'appareil de production par une amélioration de l'équipement, de l'organisation, de la mécanisation, qu'il s'agisse des secteurs agricoles, industriels ou des services. Le troisième facteur de progrès de la productivité est le glissement des actifs de secteurs moins productifs par nature vers des secteurs plus productifs et le quatrième est l'accroissement de la qualification des agents du processus économique, ce qui affine leur efficacité. Laissons de côté les deux premières causes pour nous attarder sur les deux autres qui sont en prise directe sur la démographie.

(1) Le P.N.B. est égal à la dépense nationale brute (revenu national + impôts indirects nets de subventions + amortissements) à laquelle on ajoute les exportations de biens et services et les revenus reçus de l'étranger, les variations de stock et dont on retire les importations de biens et services et les revenus versés au reste du monde.

(2) 5.034 F en 1954, 7.548 F en 1965, 8.680 F en 1968 (francs 1959).

La comparaison des structures d'emplois que fournissent les deux recensements de 1954 et 1968, procure une image très lisible des deux derniers phénomènes car l'intervalle est suffisant dans une période de mutations rapides.

La réduction des actifs agricoles, qu'ils soient exploitants ou salariés, au profit des activités de l'industrie et des emplois tertiaires, se traduit par une élévation de productivité pour tout actif transféré. On estime, en effet, que la productivité moyenne en agriculture ne représente que quelque 50 % de la productivité moyenne globale (E. Madison)⁽¹⁾. Or, le nombre des actifs en agriculture a diminué de 3,8 % par an (soit 41 % en 14 ans) à un rythme un peu plus rapide pour les salariés (— 4,8 %) que pour les exploitants (— 3,5 % annuel)⁽²⁾.

Il est une autre catégorie socio-professionnelle qui a vu ses effectifs se restreindre au profit de structures économiques nouvelles à plus forte productivité, c'est celle des petits commerçants; le rythme de contraction est ici plus faible, 1,5 % annuel (19 % en 14 ans). Cette évolution conduit également notre économie vers une distribution au rendement supérieur, plus proche par exemple de celles de l'Allemagne et des Pays-Bas.

(1) C'est ainsi qu'en 1968, les actifs agricoles (16 % de la population active) n'ont produit que 8 % de la valeur ajoutée brute de toutes les activités. Et en Allemagne, en 1966, les agriculteurs qui représentent 10 % de la population active n'avaient produit que 3,5 % du P.N.B.

(2) Très grossièrement, il est possible de se faire une idée de la part que représente le glissement des actifs agricoles vers les autres secteurs de l'économie, dans le progrès du produit national par tête; toutes autres choses demeurant égales, notamment le rapport des productivités respectives évalué ici à 0,45 et 1, on s'aperçoit que la seule variation des pourcentages respectifs d'actifs agricoles et non agricoles entre 1954 et 1968, fait passer le produit des actifs de l'indice 85,20 à 91,80, soit une augmentation de 7,75 %.

En compensation de ces diminutions, on trouve une augmentation pour le poste « ouvriers » qui croît de 19 % et dont la part dans les actifs, passe de 33,8 % à 37,7 % et pour le poste « employés » qui croît de 45,7 %, passant ainsi de 10,8 % en 1954 à 14,8 % du total des actifs. Le rapprochement des taux moyens de croissance annuelle « ouvriers » et « employés » : 1,2 % et 2,7 %, montre où le bât blesse dans la profonde mutation qu'est en train de subir notre pays : l'industrialisation s'opère, certes, mais plus lentement que l'essor du secteur tertiaire; or, si la productivité moyenne de l'actif est, généralement, plus élevée dans ce secteur tertiaire, que dans l'agriculture, c'est dans l'industrie qu'elle est la plus forte. Il est aussi plus facile de dissimuler de « faux actifs » dans les services que dans les usines.

Ces notions souvent ignorées sont fondamentales dans la mesure où ce ne sont pas les signes monétaires qui s'échangent contre des objets et des services, mais en dernier ressort, des productivités qui s'échangent contre des productivités. Aussi la société est-elle contrainte de monter des systèmes de transferts de revenus vers les secteurs de production les moins rentables pour éviter les drames sociaux qui secouent des secteurs entiers de l'économie, comme le monde de l'agriculture et des petits commerçants.

Le second phénomène, de nature démographique, qui a permis ce gain moyen considérable de produit national, malgré la détérioration du rapport des actifs aux non-actifs a été l'élévation de la qualification des agents économiques (1); l'école, l'entreprise, le recyclage, la formation continue sont les divers instruments de ce progrès; des études plus longues, une formation professionnelle plus soignée, la promotion professionnelle en sont les moyens.

La cadence des modifications en ce domaine de la qualification ne peut pas être aussi rapide, car il ne rentre, chaque année, dans le circuit des actifs qu'une génération, environ le quarantième de l'effectif total et pourtant la promotion est évidente. La catégorie des professions libérales et cadres supérieurs augmente dans ces quatorze années intercensitaires, en moyenne de 4,2 % par an soit 79 %, la hausse provenant, pour l'essentiel des cadres supérieurs, qui doublent quasiment, l'augmentation atteignant 415.500 pour ceux-ci et seulement 22.600 pour les professions libérales. Le besoin accru en cadres moyens se révèle aussi, puisque leur effectif durant la période augmente de près de 77 % soit en moyenne de 4,1 % par an. Certes, des esprits chagrins invoqueront, pour expliquer ces phénomènes, l'inflation des titres qui caractérise notre époque et diront que la promotion

(1) Voir à ce sujet « Du calcul des revenus dans une population à la frustration sociale » (A. SAUVY et Françoise LERIDON - *Population* n° 4 1961), article dans lequel une mesure du phénomène est recherchée.

des qualificatifs ne correspond pas toujours à celle des qualifications. Il y a du vrai dans cette remarque, mais la mesure des différences est trop grande pour qu'elle puisse ne traduire qu'une élévation verbale des compétences. Également le poste « contremaîtres » augmente de 123 % soit 5,7 % l'an.

Ainsi notre société est-elle semblable à un organisme dont les cellules se renouvelleraient dans un mouvement général vers des fonctions plus nobles, ou mieux, plus efficaces, du moins en terme de production.

Au cours de ces transformations, le pourcentage des travailleurs indépendants dans la population active totale diminuant (agriculteurs, exploitants, petits commerçants) celui des salariés augmente de 28 % et passe de 63,7 % en 1954 à 76,6 % de la population active en 1968. C'est là un taux inférieur à celui de pays comme la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Allemagne (1) mais le glissement en cours a des conséquences sociologiques multiples; comme il s'opère au rythme annuel de 1,75 %, alors que la population active croît à la cadence de 0,5 %, on peut voir que si l'évolution se poursuivait de façon analogue jusqu'en 1985, on aurait alors 93 % de salariés dans la population au travail. Entre autres conséquences, il y aurait là une grande simplification pour le prélèvement fiscal! Il est probable que l'allure même du phénomène se ralentira au fur et à mesure que le nombre des entrepreneurs indépendants va diminuer, mais une proportion de 85 à 90 % de salariés en 1985 est vraisemblable.

Dans l'énorme brassage social qui s'opère sous nos yeux, et que nous subissons souvent douloureusement, un autre phénomène attire l'attention. En 1954, 61 % de la population totale masculine (2) se déclaraient actifs et seulement 54,9 % en 1968, alors que pour le sexe féminin on ne rétrograde que de 29,85 à 27,90 %. La féminisation est faible, mais elle est à signaler en regard de la diminution d'activité masculine, que celle-ci résulte d'études prolongées, du vieillissement de la population ou d'une prise de retraite légèrement anticipée.

L'insertion féminine dans la vie active n'a pas crû seulement sur le plan quantitatif, elle s'exprime aussi qualitativement. Les augmentations en matière de cadres supérieurs (3), de cadres moyens (4), de contremaîtres (5) ont été

(1) La proportion des salariés dans la population active atteignait 81 % en Allemagne et 89,3 % aux États-Unis en 1968 et 93 % en Grande-Bretagne en 1966.

(2) Les actifs sont ici rapportés à la population totale et non au plus de 15 ans afin d'avoir une idée de la charge totale des inactifs jeunes et vieux sur les actifs.

(3) L'augmentation est de 112,5 % pour les femmes et 67,8 % pour les hommes.

(4) L'augmentation est de 90,8 % pour les femmes et 68,3 % pour les hommes.

(5) L'augmentation est de 155 % pour les femmes et 117,8 % pour les hommes.

beaucoup plus fortes du côté féminin que masculin. Ajoutons que la croissance de l'emploi féminin est bien plus accentuée dans le groupe « employés » (plus 68,4 %) que dans celui des « ouvriers » (plus 6,4 %) mouvement qui se distingue de celui concernant les hommes (respectivement plus 20,5 % et plus 22,8 %).

Enfin le phénomène de salarisation, déjà expliqué est plus rapide pour les femmes que pour les hommes.

Ces statistiques un peu austères révèlent l'extraordinaire turbulence de notre société, extraordinaire surtout parce qu'elle succède à une longue période de calme. Nous assistons en somme à la sénescence, à l'expulsion ou à la mort de quantités de cellules auxqueltes se substituent des cellules neuves, autrement différenciées. Ce processus qui s'appelle la vie lorsqu'il s'agit d'un être vivant, est aussi la vie pour une société. Mais dans la société,

chaque cellule est une personne, avec sa conscience et sa souffrance, sa famille et ses intérêts. On comprend mieux alors qu'un phénomène qui fait disparaître au rythme de 3 à 4 % l'an les paysans ou de 1,5 % les petits commerçants, engendre des tensions, des drames sociaux et les troubles que l'on constate.

On le comprend, mais il faut également savoir que ce sont ces modifications internes qui permettent au revenu par personne d'augmenter sur plusieurs décennies à un rythme de l'ordre de 3,5 % par an, en valeur réelle. Pendant des millénaires, dans les sociétés agraires, la survie de la société était bâtie sur une mortalité physique considérable des personnes. Il semble que désormais, dans la société industrielle, la survie collective repose sur l'adaptabilité des producteurs.

P. LONGONE.

QUELQUES CHIFFRES

Structure socio-professionnelle en 1954 et 1968

	1954				1968			
	M	F	Ensemble	%	M	F	Ensemble	%
	<i>en milliers</i>							
Agriculteurs exploitants	2.341	1.643	3.984	20,9 %	1.528	932	2.460	12 %
Salariés agricoles	981	171	1.152	6 %	527	61	588	2,9 %
Patrons industrie et commerce	1.440	856	2.296	12 %	1.277	685	1.962	9,6 %
<i>dont petits commerçants</i>	<i>608</i>	<i>660</i>	<i>1.268</i>	<i>6,6 %</i>	<i>515</i>	<i>513</i>	<i>1.028</i>	<i>5 %</i>
Professions libérales et cadres supérieurs	481	74	554	2,9 %	807	186	993	4,85 %
<i>dont professions libérales</i>	<i>103</i>	<i>17</i>	<i>120</i>	<i>0,6 %</i>	<i>115</i>	<i>28</i>	<i>143</i>	<i>0,7 %</i>
Cadres moyens	711	428	1.140	5,9 %	1.197	817	2.014	9,85 %
Employés	986	1.092	2.078	10,8 %	1.188	1.842	3.030	14,85 %
Ouvriers	4.989	1.476	6.465	33,8 %	6.129	1.570	7.699	37,65 %
<i>dont contremaîtres</i>	<i>154</i>	<i>10</i>	<i>161</i>	<i>0,85 %</i>	<i>335</i>	<i>25</i>	<i>360</i>	<i>1,75 %</i>
Personnel de service	198	786	984	5,1 %	245	926	1.171	5,75 %
Autres catégories	378	121	499	2,6 %	417	105	522	2,55 %
<i>dont armée, police</i>	<i>294</i>	<i>5</i>	<i>299</i>	<i>1,55 %</i>	<i>331</i>	<i>8</i>	<i>339</i>	<i>1,65 %</i>
Population active	12.505	6.664	19.151	44,80 %	13.316	7.124	20.440	41,08 %
Salariés dans la population active ...	8.339	3.859	12.198	63,69 %	10.284	5.368	15.652	76,57 %
Population totale	20.510	22.253	42.763		24.249	25.507	49.756	

EMPLOI ET DÉMOGRAPHIE

Les tendances de la consommation.

Les modifications de structure de la production que reflètent les recensements successifs sont étroitement liées à l'évolution des besoins de la population. Les goûts, la mode et les prix relatifs des objets et services sont la cause de ces variations que l'on connaît par l'étude des budgets des consommateurs et que l'on peut

Évolution de la consommation des ménages

(coefficients en valeur)

	1950	1965	1970	1985
Alimentation	46,2	32	27,9	16,7
Habillement	14,1	11,2	10,2	7,2
Habitation	13	19,2	20,8	23,3
<i>dont logement</i>	<i>(3,5)</i>	<i>(8,1)</i>	<i>(9,8)</i>	
Hygiène et santé	5,4	10,5	12	20,1
<i>dont consommation médicale</i>	<i>(4,7)</i>	<i>(8,6)</i>		
Transports et télécommunications ...	6,3	9,4	10,3	11,3
Culture, loisirs, distractions	6,3	8,3	9,0	10,6
Hôtels, cafés, restaurants, divers	8,7	9,4	9,8	10,8
	100,0	100,0	100,0	100,0

prévoir, dans une certaine mesure, par la projection des tendances récentes. Dans le numéro 6 d'« Économie et statistique » (1), une très intéressante étude nous fournit des renseignements à cet égard.

Quelques faits ressortent du tableau précédent : la rapidité avec laquelle diminuent les dépenses alimentaires et augmentent les dépenses de santé et celles des transports individuels et, d'autre part, la lenteur des progrès des dépenses de culture, loisirs et distractions dans notre civilisation. L'effondrement de la dépense alimentaire permet de comprendre le drame agricole : une part de plus en plus réduite du revenu national s'oriente vers une masse de producteurs qui, bien qu'en diminution régulière, est excédentaire eu égard aux besoins et aux productivités élevées de l'agriculture moderne.

(1) Modèle et projections de la consommation, G. VANGREVELINGHE. *I.N.S.E.E.*, Novembre 1969.

ÉCONOMIE ET DÉMOGRAPHIE

L'I.N.E.D. publie ce mois-ci, un numéro spécial très actuel (1) consacré à l'emploi, à ses modifications récentes — les résultats du recensement de 1968 sont un bon point de repère — à son évolution et à sa prévision.

Le numéro spécial s'ouvre sur une comparaison des prévisions d'emploi par professions, établies pour le V^e Plan avec les données du recensement de 1968 (2). Les prévisions pour la période 1962-1968 étaient basées sur une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 4,7 %; dans la réalité celle-ci atteint 5,5 %. La faible augmentation de l'emploi ouvrier est le fait le plus notable et le plus grave. Elle s'explique par un rythme de croissance insuffisant de l'industrie française dans les dernières années. Dans certaines branches des services, par contre, la croissance est plus forte que prévue. Ainsi les effectifs de l'enseignement ont augmenté de 37 % alors que la prévision n'était que de 25 %.

Cette comparaison montre enfin

(1) Numéro spécial à paraître en janvier 1970.

(2) Claude VIMONT.

la nécessité de progrès nouveaux des méthodes de prévision de l'emploi

M. Claude Vimont fait le point sur ce sujet (3). Les modèles utilisés jusqu'ici pour la prévision attribuaient une grande importance aux projections globales de productivité, de production et d'emploi dans chaque secteur, la répartition de cet emploi global de chaque branche étant effectuée ensuite par professions. Une telle méthode ne paraît plus satisfaisante maintenant : le rythme de la productivité est particulièrement difficile à évaluer pour les années à venir; de plus ce ne sont pas seulement les facteurs techniques et notamment la productivité qui commandent le niveau de l'emploi. L'aspect « humain » revêt une grande importance; à un niveau et à un type donnés de formation ne correspond pas nécessairement une seule profession. L'adaptabilité des travailleurs est en réalité très grande. De ce fait, les besoins de l'économie ne s'imposent pas à l'entreprise de façon si contraignante qu'on le pensait jusqu'à présent. L'étude concrète des entreprises montre que celles-ci ont une marge de liberté dans leur politique de personnel. Une « recherche » précise sur les relations entre la productivité du travail et la structure de l'emploi (2) menée dans l'industrie du papier et du carton, montre de façon concrète par des comparaisons spatiales (entre entreprises) et dans le temps, le faible rôle de la productivité dans l'explication des structures d'emploi. Il apparaît indispensable, par ailleurs de disposer d'un système de prévision de l'emploi, qui tienne compte de l'évolution rapide des structures dans certains secteurs tels que le commerce où la modification est très rapide. Le modèle Hermès répond à cet objectif (3). Les auteurs proposent un modèle mathématique fondé sur certaines lois de l'économie de marché qui mettent en concurrence des types différents de distribution commerciale ayant chacun leurs propres

(1) Claude VIMONT, Perspectives nouvelles de recherches sur les méthodes de prévision de l'emploi.

(2) Claude ROUX, Facteurs techniques et structure de l'emploi dans les établissements industriels.

(3) Jean DUMARD et Monique MERLE, Essai d'une méthode nouvelle de prévision de l'emploi dans le secteur du commerce : le modèle Hermès.

structures d'emploi. Des travaux complémentaires s'imposent pour affiner cet instrument de travail présenté pour la première fois qui apporte une innovation originale dans la prévision économique.

Le numéro spécial comprend également les résultats de deux enquêtes effectuées par le Centre d'étude de la population active et de l'emploi de l'I.N.E.D. La première a porté sur l'évolution des besoins en ingénieurs et en techniciens d'après les réponses d'un échantillon d'entreprises industrielles (4). Les résultats sont pleins d'enseignement sur la croissance du pourcentage des diplômés employés, qu'il s'agisse d'ingénieurs ou de techniciens, avec la taille de l'entreprise, la variabilité des besoins selon les branches. La seconde enquête a porté sur les diplômés des grandes écoles de commerce, des Instituts d'études politiques, des licenciés en lettres, en droit et sciences économiques de l'année 1966 (5). On trouvera beaucoup d'informations dans ce travail sur l'origine sociale des diplômés et la part du conditionnement socio-culturel du milieu, l'âge au diplôme, le travail avant ou pendant les études supérieures, les souhaits quant à la profession, la différenciation des comportements masculins et féminins. Il serait intéressant d'ailleurs, de rapprocher les résultats de cette enquête, des besoins de l'économie dans les secteurs concernés. Enfin, un travail sur les tendances récentes de l'activité féminine en France (6) dégage les traits majeurs de l'évolution entre 1954 et 1968; accroissement de l'activité non agricole salariées, de l'activité aux âges jeunes, élévation des qualifications.

Comme toujours, en sciences humaines, ces travaux appellent davantage de nouvelles recherches qu'ils ne résolvent de questions. Mais n'est-ce pas là, le meilleur ressort des progrès humains et sociaux.

J. M.

(4) Dominique BIDOU et Geneviève GONTIER : Un exemple d'enquête auprès des entreprises, en vue de la prévision de l'emploi. Ingénieurs et techniciens.

(5) Dominique BIDOU, Philippe VRAIN, Geneviève GONTIER : Université et carrières professionnelles.

(6) Claude ROUX : l'évolution de l'emploi d'après les résultats du recensement de 1968.